

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Lemieux, CA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-06-28 Signature _____

Dernière modification : 2011-07-04 09:39:59

Réservé au ministère

114 971 381	9 811 481	39 951 956	1,5483
-------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 Comptable agréé auditeur permis no. 11989

DATE 2011-06-28

Dernière modification : 2011-07-04 09:39:59

Réservé au ministère

114 971 381	9 811 481	39 951 956	1,5483
-------------	-----------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-07-04 09:39:59

Réservé au ministère

114 971 381	9 811 481	39 951 956	1,5483
-------------	-----------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	46 333 305	48 947 950	48 449 368		48 449 368
Paiements tenant lieu de taxes	2	2 737 921	2 750 709	2 732 315		2 732 315
Quotes-parts	3				1 115 197	
Transferts	4	2 038 733	2 148 908	3 159 280	677 122	3 836 402
Services rendus	5	2 087 812	1 951 323	2 070 266	3 053 146	5 123 412
Imposition de droits	6	2 078 143	2 723 230	2 378 068		2 378 068
Amendes et pénalités	7	1 217 093	1 216 000	1 085 990		1 085 990
Intérêts	8	453 073	495 136	414 270	12 729	426 999
Autres revenus	9	1 326 268	1 296 907	1 783 051	229 220	1 937 271
	10	58 272 348	61 530 163	62 072 608		5 087 414
						65 969 825
Investissement						
Taxes	11			114 058		114 058
Quotes-parts	12					
Transferts	13	1 220 515	20 874 000	5 544 742		196 180
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15	104 367		6 101 475		6 101 475
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	1 324 882	20 874 000	11 760 275		196 180
	18	59 597 230	82 404 163	73 832 883		5 283 594
						11 956 455
						77 926 280
Charges						
Administration générale	19	6 086 463	6 349 936	5 933 509	426 576	6 360 085
Sécurité publique	20	8 243 725	9 417 361	9 205 782	249 069	49 215
Transport	21	10 207 535	9 645 000	10 373 438	2 937 016	4 666 977
Hygiène du milieu	22	13 274 173	12 128 306	13 790 812	3 999 272	17 790 084
Santé et bien-être	23	367 570	340 509	574 641	329	574 970
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 773 945	4 426 359	4 894 944	66 148	4 961 092
Loisirs et culture	25	6 944 885	7 297 634	7 171 209	780 822	7 952 031
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	3 260 706	3 789 557	3 601 456		29 074
Amortissement des immobilisations	28	8 116 744	8 071 243	8 459 232	(8 459 232)	
	29	60 275 746	61 465 905	64 005 023		4 745 266
	30	(678 516)	20 938 258	9 827 860		538 328
						9 811 481

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(678 516)		20 938 258	9 827 860	538 328	9 811 481
Moins: revenus d'investissement	2	(1 324 882)	(20 874 000)	(11 760 275)	(196 180)	(11 956 455)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 003 398)		64 258	(1 932 415)	342 148	(2 144 974)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	8 116 744		8 071 243	8 459 232	69 994	8 529 226
Produit de cession	5	505 151			1 320		1 320
(Gain) perte sur cession	6	(24 436)			(381)		(381)
Réduction de valeur	7						
	8	8 597 459		8 071 243	8 460 171	69 994	8 530 165
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	56 331			282 829		282 829
Réduction de valeur	10						
	11	56 331			282 829		282 829
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	60 526			40 350		40 350
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	37 299			24 464	280 945	436 035
	15	97 825			64 814	280 945	476 385
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	3 241 048			1 729 293		1 729 293
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 101 988)	(6 651 613)	(6 330 444)	()	()	(6 330 444)
	18	(2 860 940)	(6 651 613)	(4 601 151)			(4 601 151)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(1 065 397)	(445 850)	(595 539)	(47 732)	(643 271)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(951 750)			200 000		200 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(368 170)	(1 015 510)		122 872	(512 064)	34 889
Montant à pourvoir dans le futur	22	(85 568)	(22 528)		25 976	(1 069)	24 907
Financement des investissements en cours	23						
	24	(2 470 885)	(1 483 888)		(246 691)	(560 865)	(383 475)
	25	3 419 790	(64 258)		3 959 972	(209 926)	4 304 753
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	1 416 392			2 027 557	132 222	2 159 779

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	1 324 882	20 874 000	11 760 275	196 180	11 956 455
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(461 940)	(4 215 000)	(548 530)	()	(548 530)
Sécurité publique	3	(1 001 030)	(12 000)	(721 545)	()	(721 545)
Transport	4	(9 980 281)	(8 048 450)	(17 410 646)	(243 912)	(17 654 558)
Hygiène du milieu	5	(5 974 033)	(38 900 900)	(22 659 342)	()	(22 659 342)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(388 098)	(587 000)	(216 653)	()	(216 653)
Loisirs et culture	8	(1 036 659)	(1 590 000)	(409 019)	()	(409 019)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(18 842 041)	(53 353 350)	(41 965 735)	(243 912)	(42 209 647)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(874 065)	()	(435 814)	()	(435 814)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(117 500)	(117 500)	(204 617)	()	(204 617)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 420 012	30 981 000	13 355 000		13 355 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 065 397	445 850	595 539	47 732	643 271
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(16 099)		140 000		140 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	1 203 747	1 170 000	583 620		583 620
	17	2 253 045	1 615 850	1 319 159	47 732	1 366 891
	18	(7 160 549)	(20 874 000)	(27 932 007)	(196 180)	(28 128 187)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(5 835 667)		(16 171 732)		(16 171 732)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(678 516)	20 938 258	9 827 860	538 328	9 811 481	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(18 842 041)	(53 353 350)	(41 965 735)	(243 912)	(42 209 647)	
Produit de cession	3	505 151		1 320		1 320	
Amortissement	4	8 116 744	8 071 243	8 459 232	69 994	8 529 226	
(Gain) perte sur cession	5	(24 436)		(381)		(381)	
Réduction de valeur	6						
	7	(10 244 582)	(45 282 107)	(33 505 564)	(173 918)	(33 679 482)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(817 734)		(152 985)		(152 985)	
Variation des stocks de fournitures	9	(41 684)		24 141		24 141	
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 378)		7 050	(11 764)	(4 714)	
	11	(861 796)		(121 794)	(11 764)	(133 558)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(11 784 894)	(24 343 849)	(23 799 498)	352 646	(24 001 559)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(67 822 663)		(79 607 557)	(283 526)	(79 659 965)	
Redressement aux exercices antérieurs	14				195 293	195 293	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(67 822 663)		(79 607 557)	(88 233)	(79 464 672)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(79 607 557)		(103 407 055)	264 413	(103 466 231)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1		4 998 286	1 095 489	6 093 775	734 190
Placements temporaires	2	219 062	221 483		221 483	219 062
Débiteurs (note 5)	3	17 020 397	23 298 527	2 287 538	24 273 746	16 471 372
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (note 7)	5	443 540	583 343		583 343	443 540
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	17 682 999	29 101 639	3 383 027	31 172 347	17 868 164
PASSIFS						
Découvert bancaire	10	488 586				488 586
Emprunts temporaires	11	4 466 000	27 364 964	1 230 792	28 595 756	4 495 753
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	12 368 617	17 142 098	1 886 189	18 039 557	12 576 437
Revenus reportés (note 11)	13	6 009 069	160 085	1 633	161 718	6 009 069
Dette à long terme (note 12)	14	72 059 284	85 769 547		85 769 547	72 059 284
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 899 000	2 072 000		2 072 000	1 899 000
	16	97 290 556	132 508 694	3 118 614	134 638 578	97 528 129
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(79 607 557)	(103 407 055)	264 413	(103 466 231)	(79 659 965)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	181 362 653	214 868 217	444 496	215 312 713	181 362 653
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	2 311 118	2 464 103		2 464 103	2 311 118
Stocks de fournitures	20	592 209	568 068		568 068	592 209
Autres actifs non financiers (note 15)	21	42 359	35 309	57 419	92 728	88 014
	22	184 308 339	217 935 697	501 915	218 437 612	184 353 994
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 498 370	594 710	327 516	598 637	1 498 370
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 234 839	5 611 845		5 611 845	3 234 839
Montant à pourvoir dans le futur	25	(1 798 491)	(1 824 467)	(5 684)	(1 830 151)	(1 805 244)
Financement des investissements en cours	26	(14 842 260)	(31 506 273)		(31 506 273)	(14 842 260)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	116 608 324	141 652 827	444 496	142 097 323	116 608 324
	28	104 700 782	114 528 642	766 328	114 971 381	104 694 029

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(678 516)	9 827 860	538 328	9 811 481
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	8 116 744	8 459 232	69 994	8 529 226
Autres					
-Gain sur cession d'immob	3	(24 435)	(381)		(381)
-Provision moins value/Redress.	4	37 298	24 464	195 293	219 757
	5	7 451 091	18 311 175	803 615	18 560 083
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	1 464 154	(6 278 130)	(1 728 150)	(7 802 374)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	1 136 979	4 773 481	338 838	5 463 120
Revenus reportés	11	1 603 603	(5 848 984)	1 633	(5 847 351)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	(315 640)	173 000		173 000
Propriétés destinées à la revente	13	(817 734)	(152 985)		(152 985)
Stocks de fournitures	14	(41 684)	24 141		24 141
Autres actifs non financiers	15	(2 378)	7 050	(11 764)	(4 714)
	16	10 478 391	11 008 748	(595 828)	10 412 920
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	18 842 041 ) (	41 965 735 ) (	243 912 ) (	42 209 647) (
Produit de cession	18	505 151	1 320		1 320
	19	(18 336 890)	(41 964 415)	(243 912)	(42 208 327)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 (	117 500 ) (	204 617 ) (	) (	204 617) (
Remboursement ou cession	21	60 526	40 350		40 350
	22	(56 974)	(164 267)		(164 267)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	14 140 012	20 958 000		20 958 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	7 072 080 ) (	7 046 619 ) (	) (	7 046 619) (
Variation nette des emprunts temporaires	25	35 000	22 898 964	1 201 039	24 100 003
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(119 676)	(201 118)		(201 118)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	6 983 256	36 609 227	1 201 039	37 810 266
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(932 217)	5 489 293	361 299	5 850 592
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	662 693	(269 524)	734 190	464 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²					
	32	(269 524)	5 219 769	1 095 489	6 315 258

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	11 565 633	12 681 662	12 115 812	338 847	12 454 659
Charges sociales	2	2 778 328	2 767 368	3 058 790	68 531	3 127 321
Biens et services	3	27 476 862	27 022 314	28 410 785	4 238 820	32 598 904
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	2 729 399	3 401 475	2 898 323		2 898 323
D'autres organismes municipaux	5	84 211		229 009		229 009
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	177 791	169 082	169 082		169 082
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	269 305	219 000	305 042	29 074	334 116
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	3 803 772	4 024 057	4 210 955		3 570 540
Autres	10	(134 829)	124 600	(54 141)		1 485
Autres organismes	11	2 329 584	2 475 330	3 163 891		3 163 891
Amortissement des immobilisations	12	8 116 744	8 071 243	8 459 232	69 994	8 529 226
Autres						
-	13	1 078 946	509 774	1 038 243		1 038 243
-	14					
-	15					
	16	60 275 746	61 465 905	64 005 023	4 745 266	68 114 799

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	48 947 950	48 563 426	46 333 305
Paiements tenant lieu de taxes	2	2 750 709	2 732 315	2 737 921
Quotes-parts	3			
Transferts	4	23 743 467	9 577 324	3 319 034
Services rendus	5	4 992 888	5 123 412	3 858 830
Imposition de droits	6	2 723 230	2 378 068	2 078 143
Amendes et pénalités	7	1 216 000	1 085 990	1 217 093
Intérêts	8	500 136	426 999	457 725
Autres revenus	9	1 411 307	8 038 746	1 430 709
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	86 285 687	77 926 280	61 432 760
Charges				
Administration générale	12	6 860 028	6 360 085	6 601 830
Sécurité publique	13	9 667 419	9 453 365	8 538 121
Transport	14	15 894 211	17 392 642	14 619 825
Hygiène du milieu	15	15 928 062	17 790 084	17 126 721
Santé et bien-être	16	340 838	574 970	367 899
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 537 860	4 961 092	3 838 281
Loisirs et culture	18	8 088 932	7 952 031	7 752 523
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 789 557	3 630 530	3 262 943
	21	65 106 907	68 114 799	62 108 143
Excédent (déficit) de l'exercice	22	21 178 780	9 811 481	(675 383)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		104 694 029	105 369 412
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		465 871	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		105 159 900	105 369 412
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		114 971 381	104 694 029

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 178 780	9 811 481	(675 383)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(53 597 263)	(42 209 647)	(18 842 041)
Produit de cession	3		1 320	505 151
Amortissement	4	8 071 243	8 529 226	8 116 744
(Gain) perte sur cession	5		(381)	(24 436)
Réduction de valeur	6			
	7	(45 526 020)	(33 679 482)	(10 244 582)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(152 985)	(817 734)
Variation des stocks de fournitures	9		24 141	(41 684)
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 714)	(18 674)
	11		(133 558)	(878 092)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(24 347 240)	(24 001 559)	(11 798 057)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(79 659 965)	(67 861 908)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		195 293	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(79 464 672)	(67 861 908)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(103 466 231)	(79 659 965)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	6 093 775	734 190
Placements temporaires	2	221 483	219 062
Débiteurs (note 5)	3	24 273 746	16 471 372
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	583 343	443 540
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>31 172 347</u>	<u>17 868 164</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		488 586
Emprunts temporaires	11	28 595 756	4 495 753
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	18 039 557	12 576 437
Revenus reportés (note 11)	13	161 718	6 009 069
Dette à long terme (note 12)	14	85 769 547	72 059 284
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 072 000	1 899 000
	16	<u>134 638 578</u>	<u>97 528 129</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(103 466 231)</u>	<u>(79 659 965)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	215 312 713	181 362 653
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	2 464 103	2 311 118
Stocks de fournitures	20	568 068	592 209
Autres actifs non financiers (note 15)	21	92 728	88 014
	22	<u>218 437 612</u>	<u>184 353 994</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>114 971 381</u>	<u>104 694 029</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 811 481	(675 383)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	8 529 226	8 116 744
Autres			
-Gain sur cession d'immob	3	(381)	(24 435)
-Provision moins value/Redress.	4	219 757	37 298
	5	18 560 083	7 454 224
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(7 802 374)	1 740 547
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	5 463 120	1 118 574
Revenus reportés	11	(5 847 351)	1 603 603
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	173 000	(315 640)
Propriétés destinées à la revente	13	(152 985)	(817 734)
Stocks de fournitures	14	24 141	(41 684)
Autres actifs non financiers	15	(4 714)	(18 674)
	16	10 412 920	10 723 216
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(42 209 647)	(18 842 041)
Produit de cession	18	1 320	505 151
	19	(42 208 327)	(18 336 890)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	(204 617)	(117 500)
Remboursement ou cession	21	40 350	60 526
	22	(164 267)	(56 974)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	20 958 000	14 140 012
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 046 619)	(7 072 080)
Variation nette des emprunts temporaires	25	24 100 003	(45 760)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(201 118)	(119 676)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	37 810 266	6 902 496
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	5 850 592	(768 152)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	464 666	1 232 818
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	6 315 258	464 666

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield est constituée en vertu du décret 418-2002 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c.O-9) daté du 10 avril 2002 et promulgué le 24 avril 2002. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

La Ville est issue du regroupement de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, de la Ville de Saint-Timothée et de la Municipalité de la Grande-Ile.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest et la Régie intermunicipale de police des Riverains, et à un organisme périmunicipal, la Société du Port.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest pour l'exercice est de 20,00 %.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de police des Riverains pour l'exercice est de 85,01 %.

Les comptes de la Société du Port, organisme périmunicipal, sont inclus à 100 % dans les états financiers de la ville.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la ville de Salaberry-de-Valleyfield excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée de vie utile des immobilisations varie de un à quarante ans.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode suivante : valeur lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs au régime de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA au 31 décembre 2008.

H) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

Sans objet

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	330 808	165 210
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	160 000	200 000
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 603 716	2 526 658
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		4 382
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	6 525 899	6 322 514
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 504 529	959 628
Organismes municipaux	8	9 484 702	3 339 286
Autres			
- Serv rendus, amendes, autres	9	3 154 900	3 318 904
-	10		
	11	24 273 746	16 471 372
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 374 468	3 617 836
Organismes municipaux	13	7 425 600	2 024 700
Autres tiers	14		
	15	10 800 068	5 642 536
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 399 177	1 559 110
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	423 343	243 540
Autres placements	23	160 000	200 000
	24	583 343	443 540
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 072 000)	(1 899 000)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(2 072 000)</u>	<u>(1 899 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 203 000	1 022 360
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	70 815	61 249
	33	<u>1 273 815</u>	<u>1 083 609</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	10 105 491	7 347 278
Salaires et avantages sociaux	38	1 967 269	1 760 127
Dépôts et retenues de garantie	39	4 686 911	1 878 716
Provision pour contestations d'évaluation	40	60 000	60 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts - dette à long terme	42	993 492	847 972
- Allocation départ / transition	43	226 394	213 453
- Autres courus et passifs	44		468 891
-	45		
-	46		
	47	<u>18 039 557</u>	<u>12 576 437</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		5 818 170
Autres			
- Surplus actuariel - RREM/CARRA	50	160 085	190 899
- Organismes contrôlés	51	1 633	
	52	<u>161 718</u>	<u>6 009 069</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,95	2012	2020	53	86 370 656	72 255 778
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	642 322	845 819
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	87 012 978	73 101 597
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(1 243 431)	(1 042 313)
					61	85 769 547	72 059 284

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	7 494 374	78	87	177 027	95	7 671 401
2012	63	71	8 012 826	79	88	153 141	96	8 165 967
2013	64	72	7 189 485	80	89	94 365	97	7 283 850
2014	65	73	6 353 913	81	90	59 247	98	6 413 160
2015	66	74	5 957 057	82	91	34 159	99	5 991 216
2016 et +	67	75	51 363 000	83	92	124 384	100	51 487 384
	68	76	86 370 655	84	93	642 323	101	87 012 978
Intérêts et frais accessoires				85			102	
	69	77	86 370 655	86	94	642 323	103	87 012 978

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	60 465 661	132 10 290 507	159	186 70 756 168
Eaux usées	105	89 986 860	133 13 822 349	160	187 103 809 209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	65 331 550	134 17 117 695	161	188 167 373 82 281 872
Autres	107	22 532 113	135 449 265	162	189 1 361 137 21 620 241
Réseau d'électricité	108			136 163	190
Bâtiments	109	26 127 471	137 1 110 823	164	191 27 238 294
Améliorations locatives	110	2 608 048		165	192 (1 661) 2 609 709
Véhicules	111	2 702 774		139	166 24 157 2 678 617
Ameublement et équipement de bureau	112	3 956 169	140 421 880	167	194 1 241 617 3 136 432
Machinerie, outillage et équipement divers	113	15 146 412	141 476 257	168	195 (150 893) 15 773 562
Terrains	114	1 200 981	142 216 653	169	196 1 417 634
Autres	115			143 170	197
	116	<u>290 058 039</u>	<u>144 43 905 429</u>	<u>171</u>	<u>198 2 641 730 331 321 738</u>
Immobilisations en cours	117	<u>1 859 437</u>	<u>145 (1 695 782)</u>	<u>172</u>	<u>199 163 655</u>
	118	<u>291 917 476</u>	<u>146 42 209 647</u>	<u>173</u>	<u>200 2 641 730 331 485 393</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	19 860 344	147 1 541 959	174	201 21 402 303
Eaux usées	120	38 485 178	148 2 305 150	175	202 40 790 328
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	23 192 061	149 1 925 665	176	203 167 373 24 950 353
Autres	122	9 139 067	150 809 852	177	204 1 361 137 8 587 782
Réseau d'électricité	123			151 178	205
Bâtiments	124	5 986 334	152 662 346	179	206 6 648 680
Améliorations locatives	125	2 271 585	153 93 003	180	207 (1 163) 2 365 751
Véhicules	126	1 688 011	154 144 884	181	208 23 754 1 809 141
Ameublement et équipement de bureau	127	2 637 420	155 484 408	182	209 1 243 899 1 877 929
Machinerie, outillage et équipement divers	128	7 294 823	156 561 959	183	210 116 369 7 740 413
Autres	129			157 184	211
	130	<u>110 554 823</u>	<u>158 8 529 226</u>	<u>185</u>	<u>212 2 911 369 116 172 680</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>181 362 653</u>			213 <u>215 312 713</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	(_____)	218 (_____)	220 (_____)	222 (_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>			223 <u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225	1 202 580	1 162 526
Autres	226	1 261 523	1 148 592
	227	2 464 103	2 311 118
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	2 464 103	2 311 118

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	92 728	88 014
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	92 728	88 014

Note**16. Engagements contractuels**

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2011	8 560 656 \$
2012	6 024 063
2013	3 908 696
2014	2 332 701
2015	2 291 490

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie****a.1) Société Vélo Berge Inc**

En collaboration avec cinq (5) autres municipalités environnantes et avec l'autorisation du ministère des Affaires municipales, la Ville a autorisé quant au capital, intérêts, frais et accessoires, par résolution pour une période de vingt (20) ans, un acte d'emprunt bancaire de 500 000 \$ en faveur de la Société Vélo Berge Inc. Au 31 décembre 2010, le solde dû s'élevait à 225 000 \$ et la quote-part de la municipalité à 75 000 \$.

a.2) Centre Sportif de Saint-Timothée

L'ancienne Ville de Saint-Timothée s'est portée garante par cautionnement par bail d'un prêt au montant original de 425 000 \$ relatif à la construction de la bibliothèque municipale. Le solde de ce prêt au 31 décembre 2010 est de 160 515 \$. Au cours de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

l'exercice 2010 la Ville a versé une somme de 37 416 \$ afin de respecter cet engagement.

a.3) Valspec Inc.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec Valspec Inc. et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec concernant la rénovation de la salle Albert-Dumouchel. La ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 1 500 000 \$ réparti sur une période de 20 ans. Le solde de cet emprunt est de 1 101 461 \$ au 31 décembre 2010. Au cours de l'exercice 2010, la Ville a versé une somme de 130 778 \$ afin de respecter cet engagement.

De plus, la Ville cautionne un prêt consenti à Valspec Inc. pour un montant maximum de 1 139 441 \$. Advenant défaut de la part de Valspec Inc. d'honorer ses engagements envers cet emprunt, la Ville de Salaberry-de-Valleyfield rachètera les équipements de diffusion pour un montant égal au solde dudit emprunt et des intérêts accumulés. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2010 est de 380 667\$.

a.4) Société du Vieux Canal de Beauharnois Inc.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec la Société du Vieux Canal de Beauharnois dans le cadre du programme d'infrastructures de l'entente Canada-Québec concernant l'aménagement et le développement du vieux canal de Beauharnois. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts de construction en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 1 057 755 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2010, le solde de cet emprunt est de 899 092 \$. Au cours de l'exercice 2010, la Ville a versé une somme de 107 644 \$ afin de respecter cet engagement.

a.5) Autres organismes

Au cours de l'exercice, la Ville s'est portée garante auprès de 6 organismes pour le financement de différents projets de construction et/ou rénovation d'édifices et d'infrastructures. Lorsque requis, ces projets ont obtenus l'autorisation préalable du Ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire. Ces engagements sont constitués d'une contribution au service de la dette du projet de ces organismes. Au 31 décembre 2010, la dette reliée à ces projets se chiffrait à 11 302 758 \$, le financement de ceux-ci n'étant pas complétés, aucune contribution n'est exigible pour l'année 2010, la contribution réelle sera établie et imputée aux charges de l'exercice 2011.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale, de s'assurer contre certains risques, en souscrivant à une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance reconnue, par l'intermédiaire d'un courtier en assurance de dommages et ceci, après avoir fait évaluer ses besoins par une firme d'experts.

Le contrat d'assurance, en vigueur au 31 décembre 2010, s'étend entre autres: aux bâtiments et contenu, aux pertes d'argent et fidélité des employés, aux équipements d'entrepreneur (risques multiples), aux bris des machines, aux automobiles, aux accidents et à la responsabilité civile générale. Finalement, un contrat d'assurance responsabilité excédentaire de type "Umbrella" est aussi en vigueur.

En matière de responsabilité civile, lors de l'intervention des pompiers, le contrat

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

d'assurance prévoit une rétention d'un montant maximum de 500 000 \$ par évènement couvrant les frais juridiques et d'expertises pour la préparation de la défense.

c) Poursuites

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 13 520 010 \$ ont été entreprises contre la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. La majorité de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause pour un montant estimatif de 12 672 274 \$. (voir cependant note 17 b). Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la Ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non-respect des conventions collectives ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville pour un montant estimatif de 11 000 \$. De l'avis des administrateurs de la Ville, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Environnement

i) Site d'enfouissement sanitaire

Un ancien site d'enfouissement sanitaire de la Ville a été identifié comme lieu pouvant présenter des impacts écologiques négatifs produits par des déchets déposés dans ce site par la Ville et des municipalités environnantes au cours de plusieurs années. Il a été convenu avec le ministère de l'Environnement que la Ville y apportera les correctifs nécessaires. À cet effet, un mandat a été accordé à la firme Soprin-ADS et un rapport a été déposé en 1998 et transmis au ministère de l'Environnement du Québec en 1999. Il est trop tôt pour évaluer le coût total de la décontamination du site ainsi que son mode de financement. Aucun développement n'est survenu au cours de l'exercice 2010.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

18. Redressement aux exercices antérieurs

Le solde de l'excédent accumulé au début de l'exercice a été redressé d'un montant de 465 871 \$ afin d'inclure les soldes d'ouverture du Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest qui est consolidé pour la première fois aux états financiers de la ville.

De ce montant, l'ajustement lié au solde d'ouverture des immobilisations et de l'investissement net dans les éléments à long terme représente un montant de 270 578 \$, alors que l'ajustement de l'excédent de fonctionnement non affecté accumulé s'élève à 195 293 \$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques, à l'exception d'un organisme, la Régie intermunicipale de police des Riverains, qui n'a pas adopté de budget puisqu'il est en voie de dissolution. Cette exclusion n'a pas une incidence significative sur la comparaison avec les réalisations.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

20. Emprunt de banque

La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit sur découvert de 8 000 000 \$, au taux de base (3,00% au 31 décembre 2010) renégociable le 30 avril 2011. Au 31 décembre 2010, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

Au cours de l'exercice, en vertu des règles de financement autorisées par le Ministère des Affaires Municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la Ville a négocié auprès de la même institution financière trois marges de crédit temporaires pour des projets d'infrastructures. Ces marges bénéficient du même taux d'intérêt. Au 31 décembre 2010, le solde de ces emprunts temporaires totalisait 27 364 964 \$.

21. Bénéfices marginaux

La Ville a comme politique d'offrir à ses employés une gamme d'avantages sociaux déterminés par conventions collectives. Cette gamme comprend entre autres, régime de retraite, vacances, assurances collectives, congés spéciaux, allocation pour automobile personnelle, etc.

La convention collective des cols bleus est échue depuis le 31 décembre 2009.

22. Transport adapté

Au cours de l'exercice 2006, le service du transport adapté de Salaberry-de-Valleyfield, s'est porté acquéreur d'une obligation d'épargne du Québec de 200 000 \$ échéant le 18 mars 2015 à un taux variant de 2,00% à 7,50%. Cette somme a été déduite de fonds réservé à cette fin. Au cours de l'exercice, le service du transport adapté a procédé au rachat partiel de ce placement pour une somme de 40 000 \$, cet encaissement a été également affecté au fonds réservé au transport adapté. Le fonds réservé demontre un surplus de 57 442 \$ au 31 décembre 2010.

23. Placements temporaires

La Ville a, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, investi dans des fonds de marché monétaire. Le coût moyen d'une part s'élève à 10 \$ et le solde de ce placement ainsi que sa valeur marchande sont de 221 483 \$ au 31 décembre 2010. Les intérêts sont versés en parts au coût moyen de 10 \$.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 598 637	1 498 370
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 5 611 845	3 234 839
Montant à pourvoir dans le futur	3 (1 830 151 ) (	1 805 244)
Financement des investissements en cours	4 (31 506 273)	(14 842 260)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 142 097 323	116 608 324
	6 114 971 381	104 694 029
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté		
- Immeub. industriel municipaux	7 155 480	183 048
- Ville Saint-Timothée	8	(22 931)
- Municipalité Grande-Ile	9 (239 907)	(239 907)
- Réfection boul. Ste-Marie	10 419 874	259 874
- Engagements finan. reportés	11 1 306 716	711 930
- Travaux de quartiers	12	42 326
- Autres projets	13 1 626 594	1 627 989
	14 3 268 757	2 562 329
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21 251 720	185 201
Fonds parcs et terrains de jeux	22 21 646	16 327
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23 536 431	347 654
Société québécoise d'assainissement des eaux	24 31 343	59 879
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 1 549 369	1 117 024
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27 (142 363)	(1 017 258)
Autres		
- Transport adapté	28 57 442	(36 317)
- À des fins de stationnement	29 37 500	
-	30	
-	31	
	32 2 343 088	672 510
	33 5 611 845	3 234 839

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 (81 467)	(102 491)
Intérêts sur la dette à long terme	35 (5 684)	(6 753)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (1 410 000)	(1 587 000)
Régimes non capitalisés	37 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (333 000)	(109 000)
Autres	39 ()	()
Régimes non capitalisés	40 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 ()	()
Autres		
-	42 ()	()
-	43 ()	()
	44 (1 830 151)	(1 805 244)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 4 242 151	299 709
Investissements à financer	46 (35 748 424)	(15 141 969)
	47 (31 506 273)	(14 842 260)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 215 312 713	181 362 653
Propriétés destinées à la revente	49 2 464 103	2 311 118
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51 423 343	243 540
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 218 200 159	183 917 311
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 85 769 547	72 059 284
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 1 243 431	1 042 313
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (10 800 068)	(5 642 536)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 (996 048)	(3 241 048)
	58 75 216 862	64 218 013
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59 885 974	3 090 974
	60 76 102 836	67 308 987
	61 142 097 323	116 608 324

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année. Les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6,5% du salaire jusqu'au 31 décembre 2008. A compter du 1er janvier 2009, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8,0% du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire pour chaque année de participation. De plus, une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans pour une portion du service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente est égale à 0,25% du salaire pour chaque année de participation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation du salaire industriel moyen jusqu'à concurrence de 1,5%.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 899 000)	(2 214 640)
Charge de l'exercice	5 (1 203 000)	(1 022 360)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 030 000	1 338 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 072 000)</u>	<u>(1 899 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 33 778 000	33 003 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (38 754 000)	(37 140 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (4 976 000)	(4 137 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 2 904 000	2 238 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 072 000)	(1 899 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 072 000)</u>	<u>(1 899 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 33 778 000	33 003 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (38 754 000)	(37 140 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (4 976 000)	(4 137 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 519 000	1 442 360
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 1 519 000	1 442 360
Cotisations salariales des employés	22 (764 000)	(722 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 755 000	720 360
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 198 000	106 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>953 000</u>	<u>826 360</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 300 000	2 191 000
Rendement espéré des actifs	34 (2 050 000)	(1 995 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 250 000	196 000
Charge de l'exercice	36 <u>1 203 000</u>	<u>1 022 360</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 186 000	888 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 050 000)	(1 995 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (864 000)	(1 107 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (2 205 000)	1 667 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 33 101 000	31 343 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 269 000	310 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Sans objet

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

Sans objet

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

Sans objet

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	11 870	10 663
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	40 001	35 933
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	30 814	25 316
	98	70 815
		61 249

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	87 012 978
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	35 748 424
Activités de fonctionnement à financer	3	988 173
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 072 000
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	(569 078)
Débiteurs	9	10 800 068
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 228 879
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	111 361 706
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	65 480
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	18 864 598
Endettement total net à long terme	19	130 291 784
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	130 291 784
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	32 009 547	32 402 897	30 896 640
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	202 915	204 935	238 798
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7		114 058	114 058
Autres	8			
	9	32 212 462	32 721 890	31 135 438
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 166 503	4 617 174	4 513 023
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	5 256 705	5 110 831	4 938 205
Matières résiduelles	13	4 864 785	4 784 798	4 386 169
Autres				
-	14			3 939
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	200 000	160 949	160 949
Service de la dette	18	1 247 495	1 167 784	1 326 274
Activités de fonctionnement	19			30 257
Activités d'investissement	20			
	21	16 735 488	15 841 536	15 197 867
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	16 735 488	15 841 536	15 197 867
	26	48 947 950	48 563 426	46 333 305

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	164 070	166 916	165 717
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	766	3 651	2 138
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	164 836	170 567	167 855
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 087 687	1 075 379	1 084 739
Cégeps et universités	33	642 502	635 742	639 003
Écoles primaires et secondaires	34	767 886	761 824	769 881
	35	2 498 075	2 472 945	2 493 623
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	2 662 911	2 643 512	2 661 478
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	85 500	86 325	74 106
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	2 298	2 478	2 337
Taxes d'affaires	44			
	45	87 798	88 803	76 443
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 750 709	2 732 315	2 737 921

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	2 392	2 086	2 390
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	499	1 101	487
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	22 730	28 414	20 708
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		669 122	
Transport adapté	62	401 200	449 589	449 564
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66		8 000	59 786
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		73 833	56 263
Réseau de distribution de l'eau potable	69	10 656	21 248	16 198
Traitement des eaux usées	70	56 360	972 190	
Réseaux d'égout	71	3 774		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	8 552		
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	8 010	6 983	8 003
Rénovation urbaine	84	273 000	221 493	202 383
Promotion et développement économique	85	1 648	3 632	6 608
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		9 924	7 562
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	118 000	111 037	111 605
Autres	89	3 908	771	341
Réseau d'électricité	90			
	91	910 729	1 902 301	2 579 423
				941 898

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92		187 413	187 413
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	250 000		47 904
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		196 180	
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105		327 389	1 172 611
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	11 026 850	1 211 021	1 211 021
Traitement des eaux usées	109	5 175 000		
Réseaux d'égout	110	4 322 150	3 818 919	3 818 919
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	100 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	20 874 000	5 544 742	5 740 922
				1 220 515

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134	71 409	71 409	142 818
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	1 110 500	1 129 300	957 533
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	56 270	56 270	56 270
	139	1 238 179	1 256 979	1 156 621
TOTAL DES TRANSFERTS	140	23 022 908	8 704 022	3 319 034

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141	25 000	23 297	28 814
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	25 000	23 297	28 814
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	20 000	33 760	21 003
Sécurité civile	147		300	15 300
Autres	148			
	149	20 000	34 060	36 303
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150		4 311	4 311
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153	82 000	82 000	82 000
Autres	154			
	155	82 000	86 311	82 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161	500	500	500
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	500	500	500
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			5 000
Autres	175			
	176			5 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	127 500	144 168	152 617

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	88 300	196 398	256 237
Sécurité publique	184	169 300	353 608	221 747
Transport				
Réseau routier	185	68 788	99 067	83 327
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	115 000	40 000	45 000
Transport adapté	187	193 910	181 569	201 838
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190		2 097 256	1 771 018
Hygiène du milieu	191	453 045	365 637	387 618
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	30 400	25 618	35 452
Loisirs et culture	194	705 080	664 201	703 976
Réseau d'électricité	195			
	196	1 823 823	1 926 098	3 706 213
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	1 951 323	2 070 266	3 858 830
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	222 500	292 469	189 560
Droits de mutation immobilière	199	1 500 000	1 418 235	1 308 563
Droits sur les carrières et sablières	200	1 000 000	666 863	578 952
Autres	201	730	501	1 068
	202	2 723 230	2 378 068	2 078 143
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 216 000	1 085 990	1 217 093
INTÉRÊTS	204	495 136	414 270	457 725
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		381	24 436
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	500 000	126 538	78 244
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210		6 110 285	302 854
Autres	211	796 907	1 647 322	1 025 175
	212	1 296 907	7 884 526	1 430 709

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	702 600	722 651	9 411	732 062	732 062	633 620
Application de la loi	2	729 589	627 783	9 002	636 785	636 785	665 849
Gestion financière et administrative	3	2 493 371	2 544 719	93 817	2 638 536	2 638 536	2 607 050
Greffe	4	425 555	413 326	170 010	583 336	583 336	805 286
Évaluation	5	574 266	567 679	57 430	625 109	625 109	516 873
Gestion du personnel	6	806 352	624 161	1 051	625 212	625 212	637 193
Autres	7	618 203	433 190	85 855	519 045	519 045	735 959
	8	6 349 936	5 933 509	426 576	6 360 085	6 360 085	6 601 830
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 599 355	5 416 028	19 238	5 435 266	5 433 780	5 564 830
Sécurité incendie	10	3 547 986	3 168 639	223 974	3 392 613	3 392 613	2 758 924
Sécurité civile	11	85 900	133 709	5 857	139 566	139 566	25 439
Autres	12	184 120	487 406		487 406	487 406	188 928
	13	9 417 361	9 205 782	249 069	9 454 851	9 453 365	8 538 121
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 231 032	4 219 903	1 838 827	6 058 730	6 058 730	5 676 172
Enlèvement de la neige	15	3 001 065	2 743 620	9 826	2 753 446	2 753 446	3 074 607
Éclairage des rues	16	653 655	544 297	183 769	728 066	728 066	697 256
Circulation et stationnement	17	872 989	1 042 135	122 646	1 164 781	1 164 781	841 681
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 760 659	1 872 268	1 567	1 873 835	3 839 127	2 117 971
Transport aérien	19	1 000	5 356	4 230	9 586	9 586	8 911
Transport par eau	20	124 600	(54 141)	776 151	722 010	2 838 906	2 203 227
Autres	21						
	22	9 645 000	10 373 438	2 937 016	13 310 454	17 392 642	14 619 825

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 492 578	1 650 275	1 334 551	2 984 826	2 608 773
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 965 008	2 815 154	595 618	3 410 772	3 482 916
Traitement des eaux usées	25	2 350 736	2 319 570	1 340 073	3 659 643	3 900 647
Réseaux d'égout	26	2 101 617	2 674 961	729 030	3 403 991	3 421 122
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 287 972	1 356 078		1 356 078	1 338 102
Élimination	28	1 916 675	1 747 913		1 747 913	1 415 007
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	794 595	800 565		800 565	705 953
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	186 587	394 301		394 301	199 108
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	3 170	3 076		3 076	16 272
Protection de l'environnement	38	29 368	28 919		28 919	38 821
Autres	39					
	40	12 128 306	13 790 812	3 999 272	17 790 084	17 126 721
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	245 160	511 447		511 447	277 034
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	95 349	63 194	329	63 523	90 865
	44	340 509	574 641	329	574 970	367 899
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 407 528	1 716 992	37 305	1 754 297	1 190 623
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	1 139 091	879 482		879 482	841 705
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 215 483	1 359 585	750	1 360 335	1 125 291
Tourisme	49	664 257	938 885	28 093	966 978	680 662
Autres	50					
Autres	51					
	52	4 426 359	4 894 944	66 148	4 961 092	3 838 281

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	391 787	314 092		314 092	314 092	297 701
Patinoires intérieures et extérieures	54	818 982	874 860	106 666	981 526	981 526	925 687
Piscines, plages et ports de plaisance	55	809 458	702 184	513 033	1 215 217	1 215 217	792 591
Parcs et terrains de jeux	56	1 780 302	1 760 838		1 760 838	1 760 838	2 294 785
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	1 633 662	1 568 322	23 493	1 591 815	1 591 815	1 463 139
	60	5 434 191	5 220 296	643 192	5 863 488	5 863 488	5 773 903
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	1 092 642	1 114 252	101 964	1 216 216	1 216 216	1 159 167
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63			12 173	12 173	12 173	20 660
Autres ressources du patrimoine	64	94 584	85 504		85 504	85 504	90 993
Autres	65	676 217	751 157	23 493	774 650	774 650	707 800
	66	1 863 443	1 950 913	137 630	2 088 543	2 088 543	1 978 620
	67	7 297 634	7 171 209	780 822	7 952 031	7 952 031	7 752 523
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 425 141	3 144 220		3 144 220	3 144 220	2 872 585
Autres frais	70	145 416	152 194		152 194	152 194	118 816
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	119 000	250 000		250 000	250 000	196 000
Autres	72	100 000	55 042		55 042	84 116	75 542
	73	3 789 557	3 601 456		3 601 456	3 630 530	3 262 943
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	8 071 243	8 459 232	(8 459 232)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)(ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 Comptable agréé auditeur permis no. 11989

DATE 2011-06-28

Dernière modification : 2011-07-04 09:39:59

Réservé au ministère

114 971 381	9 811 481	39 951 956	1,5483
-------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	48 563 426
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
Revenus de taxes	11	48 563 426

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	48 563 426
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>48 563 426</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 450 521		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	160 949		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>8 611 470</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>39 951 956</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>2 570 420 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>2 590 362 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 580 391 450</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>39 951 956</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 580 391 450</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 1 | , | 5 | 4 | 8 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	14 868 000	9 752 543	9 752 543	2 118 695
Usines de traitement de l'eau potable	2				
Usines et bassins d'épuration	3	6 150 000			
Conduites d'égout	4	17 927 000	13 125 637	13 125 637	3 869 143
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 965 000	16 656 589	16 656 589	1 821 703
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Système d'éclairage des rues	8				296 455
Aires de stationnement	9	500 000			
Parcs et terrains de jeux	10	500 000	254 471	254 471	210 022
Autres infrastructures	11		194 794	194 794	1 621 466
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	3 510 000	977 247	977 247	7 120 001
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 000 000	133 576	133 576	585 257
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17				
Ameublement et équipement de bureau	18	736 000	421 820	421 880	557 114
Machinerie, outillage et équipement divers	19	197 350	232 405	476 257	129 978
Terrains	20		216 653	216 653	512 207
Autres	21				
	22	53 353 350	41 965 735	42 209 647	18 842 041

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		6 467 286	6 467 286	939 232
Usines de traitement de l'eau potable	24				
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26		8 320 264	8 320 264	2 844 321
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		3 285 257	3 285 257	1 179 463
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		4 805 373	4 805 373	1 024 822
	31		22 878 180	22 878 180	5 987 838

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	72 255 778	24	20 958 000	47	6 843 122	70	86 370 656
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	845 819	26		49	203 497	72	642 322
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6		29		52		75	
	7	73 101 597	30	20 958 000	53	7 046 619	76	87 012 978
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8	(12 765)	31		54	587 656	77	(600 421)
Réserves financières et fonds réservés	9	59 879	32	16 769	55	45 305	78	31 343
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	23 196 444	33		56	1 244 230	79	21 952 214
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	44 215 503	34	10 614 271	57		80	54 829 774
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	67 459 061	36	10 631 040	59	1 877 191	82	76 212 910
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	3 617 836	37	213 707	60	457 075	83	3 374 468
Organismes municipaux	15	2 024 700	38	5 660 000	61	259 100	84	7 425 600
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	5 642 536	41	5 873 707	64	716 175	87	10 800 068
Prêts	19		42		65		88	
	20	5 642 536	43	5 873 707	66	716 175	89	10 800 068
	21	73 101 597	44	16 504 747	67	2 593 366	90	87 012 978
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	73 101 597	46	16 504 747	69	2 593 366	92	87 012 978

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	251 936	251 936	251 936	231 169
Sécurité publique					
Police	4	40 631	81 331	81 331	85 024
Sécurité incendie	5	4 656	4 656	4 656	8 072
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				25 444
Transport collectif	9	555 000	742 396	101 981	863 912
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	2 420 962	2 379 764	2 379 764	2 002 387
Cours d'eau	13	3 066	3 066	3 066	6 558
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	179 879	179 878	179 878	101 175
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	475 754	475 755	475 755	378 453
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	31 932	31 932	31 932	17 632
Activités culturelles	23	60 241	60 241	60 241	83 946
Réseau d'électricité					
	24				
	25	4 024 057	4 210 955	3 570 540	3 803 772

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	61,50	11	35	18	***	28	***	38	***
Professionnels	2	1,00	12	1	19	***	29	***	39	***
Cols blancs	3	66,50	13	32,5	20	***	30	***	40	***
Cols bleus	4	71,00	14	40	21	***	31	***	41	***
Policiers	5		15		22	***	32	***	42	***
Pompiers	6	23,00	16	44	23	***	33	***	43	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24	***	34	***	44	***
	8	223,00			25	***	35	***	45	***
Élus	9	9,00			26	346 145	36	60 599	46	406 744
	10	232,00			27	***	37	***	47	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert			
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	73 833	56	73 833
Réseau de distribution de l'eau potable	49	21 248	53	21 248
Traitement des eaux usées	50		54	58
Réseaux d'égout	51		55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	627 783	27	9 002	53	636 785	79	23 297	105	613 488	131	
Évaluation	2	567 679	28	57 430	54	625 109	80		106	625 109	132	
Autres	3	4 738 047	29	360 144	55	5 098 191	81	196 398	107	4 901 793	133	180 172
	4	5 933 509	30	426 576	56	6 360 085	82	219 695	108	6 140 390	134	180 172
Sécurité publique												
Police	5	5 416 028	31	19 238	57	5 435 266	83	200 146	109	5 235 120	135	52 631
Sécurité incendie	6	3 168 639	32	223 974	58	3 392 613	84	36 714	110	3 355 899	136	101 836
Sécurité civile	7	133 709	33	5 857	59	139 566	85	150 808	111	(11 242)	137	
Autres	8	487 406	34		60	487 406	86		112	487 406	138	
	9	9 205 782	35	249 069	61	9 454 851	87	387 668	113	9 067 183	139	154 467
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	4 219 903	36	1 838 827	62	6 058 730	88	95 083	114	5 963 647	140	804 777
Enlèvement de la neige	11	2 743 620	37	9 826	63	2 753 446	89	8 296	115	2 745 150	141	4 404
Autres	12	1 586 432	38	306 415	64	1 892 847	90		116	1 892 847	142	106 576
Transport collectif	13	1 823 483	39	781 948	65	2 605 431	91	303 568	117	2 301 863	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	261 039
	15	10 373 438	41	2 937 016	67	13 310 454	93	406 947	119	12 903 507	145	1 176 796
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 650 275	42	1 334 551	68	2 984 826	94		120	2 984 826	146	596 722
Réseau de distribution de l'eau potable	17	2 815 154	43	595 618	69	3 410 772	95	38 737	121	3 372 035	147	468 356
Traitement des eaux usées	18	2 319 570	44	1 340 073	70	3 659 643	96	311 440	122	3 348 203	148	85 525
Réseaux d'égout	19	2 674 961	45	729 030	71	3 403 991	97		123	3 403 991	149	568 281
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	3 103 991	46		72	3 103 991	98		124	3 103 991	150	
Matières recyclables	21	1 194 866	47		73	1 194 866	99	500	125	1 194 366	151	18 076
Autres	22		48		74		100	15 460	126	(15 460)	152	
Cours d'eau	23	3 076	49		75	3 076	101		127	3 076	153	
Protection de l'environnement	24	28 919	50		76	28 919	102		128	28 919	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	13 790 812	52	3 999 272	78	17 790 084	104	366 137	130	17 423 947	156	1 736 960

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	511 447	172		187	511 447	202		217	511 447	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	63 194	174	329	189	63 523	204		219	63 523	234	
	160	574 641	175	329	190	574 970	205		220	574 970	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 716 992	176	37 305	191	1 754 297	206		221	1 754 297	236	17 592
Rénovation urbaine	162	879 482	177		192	879 482	207	7 450	222	872 032	237	116 403
Promotion et développement économique	163	2 298 470	178	28 843	193	2 327 313	208	18 168	223	2 309 145	238	26 883
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	4 894 944	180	66 148	195	4 961 092	210	25 618	225	4 935 474	240	160 878
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	5 220 296	181	643 192	196	5 863 488	211	655 275	226	5 208 213	241	101 181
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 114 252	182	101 964	197	1 216 216	212	8 926	227	1 207 290	242	11 835
Autres	168	836 661	183	35 666	198	872 327	213		228	872 327	243	79 167
	169	7 171 209	184	780 822	199	7 952 031	214	664 201	229	7 287 830	244	192 183
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	51 944 335	186	8 459 232	201	60 403 567	216	2 070 266	231	58 333 301	246	3 601 456

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1	4 928	
Charges sociales	2	1 024	
Biens et services	3	41 782 539	18 842 041
Frais de financement	4	177 244	
Autres	5		
	6	41 965 735	18 842 041

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 498 370	307 004
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 498 370	307 004
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 027 557	1 416 392
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(200 000)	951 750
Activités d'investissement	6	(140 000)	16 099
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(2 591 217)	(1 192 875)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(903 660)	1 191 366
Solde à la fin de l'exercice	11	594 710	1 498 370
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	3 234 839	4 542 238
Redressement aux exercices antérieurs	13	(20 530)	(1 865 096)
Solde redressé au début de l'exercice	14	3 214 309	2 677 142
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(122 872)	368 170
Activités d'investissement	16	(583 620)	(1 203 747)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	2 591 217	1 192 875
Financement des investissements en cours	18	512 811	200 399
	19	2 397 536	557 697
Solde à la fin de l'exercice	20	5 611 845	3 234 839

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(1 798 491)	(1 884 059)
Redressement aux exercices antérieurs	22		
Solde redressé au début de l'exercice	23	(1 798 491)	(1 884 059)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25	(224 000)	(109 000)
Autres	26	())	())
Régimes non capitalisés	27	())	())
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	28	())	())
Autres	29	())	())
	30	(224 000)	(109 000)
Diminution de l'exercice	31	198 024	194 568
	32	(25 976)	85 568
Solde à la fin de l'exercice	33	(1 824 467)	(1 798 491)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	34	(14 842 260)	(10 632 375)
Redressement aux exercices antérieurs	35	20 530	1 826 181
Solde redressé au début de l'exercice	36	(14 821 730)	(8 806 194)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	(16 171 732)	(5 835 667)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39		
	40	(512 811)	(200 399)
	41	(16 684 543)	(6 036 066)
Solde à la fin de l'exercice	42	(31 506 273)	(14 842 260)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	43	116 608 324	113 046 490
Redressement aux exercices antérieurs	44		
Solde redressé au début de l'exercice	45	116 608 324	113 046 490
Variation de l'exercice	46	25 044 503	3 561 834
Solde à la fin de l'exercice	47	141 652 827	116 608 324

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>950 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>182-01</u>	2 350 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 300 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 300 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 117 024		96 748	502 363	166 766		1 549 369
Montant réservé pour le service de la dette							
	1 117 024		96 748	502 363	166 766		1 549 369

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau		1 <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout		2 <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Eau et égout		3 <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées		4 <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Matières résiduelles		5 <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="3"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Résiduelle - Salaberry-de-Valleyfield	,9700	1	
6 log. - Salaberry-de-Valleyfield	1,1300	1	
INR - Salaberry-de-Valleyfield	2,3600	1	
IND - Salaberry-de-Valleyfield	2,8400	1	
TVD - Salaberry-de-Valleyfield	1,9400	1	
Agricole - Salaberry-de-Valleyfield	,9700	1	
Résiduelle - Saint-Timothée	,8000	1	
6 log. - Saint-Timothée	,9300	1	
INR - Saint-Timothée	2,1900	1	
IND - Saint-Timothée	2,6700	1	
TVD - Saint-Timothée	1,6000	1	
Agricole - Saint-Timothée	,8000	1	
Résiduelle - Grande-Ile	,8100	1	
6 log. - Grande-Ile	,9500	1	
INR - Grande-Ile	2,0900	1	
IND - Grande-Ile	2,5200	1	
TVD - Grande-Ile	1,6200	1	
Agricole - Grande-Ile	,8100	1	
Taxe de secteur - service de la dette		7	Taux variés
Eau - piscine hors-terre	27,0000	7	Par unité
Eau - piscine creusée	38,0000	7	Par unité
Eau non traitée		7	Taux variés
Eau traitée - compteur	1,8300	4	Du 1 000 gallons imp.
Loyer de compteur d'eau		7	Taux variés
Épuration industrielle		7	Taux variés
Déchets domestiques - commerce	366,0000	7	Par unité
Collecte sélective - résidentiel	40,0000	7	Par unité
Collecte sélective - commercial	80,0000	7	Par unité
Centres d'urgence 9-1-1	,4000	7	Par ligne téléphonique

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code¹	Préciser
1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation		5 - du 1 000 litres	
2 - du mètre carré		6 - % de la valeur locative	
3 - du mètre linéaire		7 - autres (préciser)	
4 - tarif fixe (compensation)			

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	154 544 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	55 000 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	338 875 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 61, rue Sainte-Cécile
 (no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield, Qc J6T 1L8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 370-4332
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.lemieux@ville.valleyfield.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Jacques Lemieux, CA, OMA

Téléphone (450) 370-4332
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.lemieux@ville.valleyfield.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables agréés

Adresse 30, avenue du Centenaire
 (no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield, Qc J6S 5X4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreapoirier.com

Responsable du dossier Mme Jocelyne Poirier, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010	1	.....
Facteur comparatif	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

_____ (Signature)

_____ (Date)

Dernière modification : 2011-07-04 09:39:59

Réservé au ministère

114 971 381	9 811 481	39 951 956	1,5483
-------------	-----------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 9 811 481 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 39 951 956 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2011-07-04 09:39:59

Réservé au ministère

114 971 381	9 811 481	39 951 956	1,5483
-------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)